

L'enseignement supérieur : vers l'explosion

IL est difficile d'évoquer la crise de l'enseignement supérieur au Zaïre ou en Afrique, sans qu'on retorque qu'il s'agit d'un phénomène universel nullement limité au continent africain. Il suffit de suivre la presse française pour découvrir chaque jour une nouvelle manifestation de cette crise. Certains indices sont en effet communs à la plupart des pays : excédent des demandes sur les possibilités d'accueil ; encombrement des auditoriums et des laboratoires, sous-équipement et sous-encadrement, carence des débouchés ou inadéquation des formations à la sortie. Mais on constate également que ces conditions désastreuses n'ont pas entraîné une réduction de la demande d'enseignement, même pas une stabilisation, comme s'il s'agissait d'un mouvement irrésistible et d'un bien vital qui ne peut être refusé à personne. Aucune politique de *numerus clausus* ou de sélection ne résiste durablement à la pression de la demande.

La situation de l'enseignement supérieur en Afrique diffère de celle de l'Europe, non seulement parce que les écarts entre les besoins et les moyens disponibles sont beaucoup plus importants, mais parce que la crise de l'éducation se greffe sur un ensemble d'autres crises (économique, politique et culturelle) qui lui donne une autre dimension et une autre nature. Si les universités occidentales peuvent s'adapter sans ébranler l'ensemble de la société, il est tout à fait improbable que la crise de l'enseignement supérieur en Afrique puisse se résorber sans provoquer des secousses politiques graves et peut-être l'amorce de changements structurels profonds.

L'objet de ce texte est de montrer qu'au Zaïre l'enseignement supérieur sera le principal foyer d'instabilité politique dans les dix à vingt années à venir.

Avant de traiter de la place de l'enseignement et des étudiants dans la crise, il n'est pas inutile de dégager de la situation actuelle et des événements récents, les principaux facteurs de changement qui affecteront la société globale et parmi ceux-ci, les « tendances lourdes ».

Sur le plan politique, ce sont les changements démocratiques survenus dans les pays socialistes, l'effondrement de la puissance communiste dans le monde et du modèle socialiste qui ont marqué le plus nettement l'évolution actuelle de l'Afrique.

La fin du monolithisme politique dans les pays socialistes, le succès des mouvements de foule et des manifestations de rue, le pouvoir exercé par l'opinion publique ont eu des effets de contagion sur les régimes dictatoriaux africains plus ou moins contraints d'adopter certaines mesures de libéralisation. Il est peu probable que celles-ci suffiront à empêcher leur renversement à brève échéance.

Le retrait des forces cubaines d'Angola et du Mozambique et le désengagement soviétique et chinois de l'Afrique ne signifient pas une victoire pour leurs adversaires traditionnels qu'étaient les dictatures militaires, comme celle de Mobutu. Au contraire, celles-ci ont perdu aux yeux de l'Occident une de leurs fonctions principales : être les gendarmes de l'Afrique. Elles seront jugées et aidées dorénavant selon d'autres critères : leurs performances économiques, leur capacité à se réformer et à obéir aux directives des organisations internationales qui les ont prises en charge. Le chantage à la « menace communiste » n'est plus payant. Il reste le chantage au chaos, à l'anarchie, mais encore faut-il que les dictatures qui ont passé un seuil de décomposition politique et économique ne deviennent pas les meilleurs vecteurs du chaos.

L'économie du Zaïre était en 1960 une des plus prospères d'Afrique si l'on considère des paramètres tels que la croissance du produit intérieur brut (7,5 % en moyenne par an de 1949 à 1958), le revenu moyen par habitant (680 dollars) le taux d'industrialisation (41 % de la population active salariée), la qualité des équipements sociaux et médicaux. De cette richesse, il ne subsiste plus rien. Le revenu par habitant est tombé à 140 dollars, un des plus bas d'Afrique ; l'industrie régresse depuis 1974 ; la maladie, la malnutrition et la famine menacent l'ensemble de la population à l'exception de quelques régions privilégiées et d'une fraction de plus en plus restreinte de la bourgeoisie.

Les métropoles occidentales, Bruxelles, Paris, Rome, Bonn, New York, qui ont pratiqué au Zaïre une économie de prédation particulièrement brutale de 1965 à 1975, n'ont pas attendu les perspectives ouvertes par le marché unique de l'Europe et par l'ouverture des pays de l'Est à l'économie du marché pour se désengager de l'Afrique et investir ailleurs. Il ne s'agit donc pas là d'une mani-

festation de solidarité ou de préférence pour les Européens de l'Est, mais d'un constat de faillite de l'Afrique. C'est une Afrique ruinée, endettée, au bord de la famine que les pays occidentaux ont commencé à abandonner à son sort, bien avant de se tourner vers l'Est. J. Suret-Canale, dans un article récent intitulé : « *Afrique en perte* », confirme ce diagnostic : *C'est l'appauvrissement de l'Afrique, l'effondrement de ses ressources qui expliquent le repli des entreprises françaises dont les bénéficiaires auraient diminué de 90 % de 1985 à 1987* » (1).

Les données et les perspectives démographiques appartiennent aux « tendances lourdes » que ni le temps, ni les politiques ne peuvent changer. On sait avec certitude aujourd'hui qu'en l'an 2000, le Zaïre aura plus de cinquante millions d'habitants, que plus de la moitié de ceux-ci seront concentrés dans des centres urbains de plus de 5 000 habitants et que la classe d'âge entre 15 et 25 ans qui est déjà née ne cessera d'accroître sa part relative dans l'ensemble de la population. On peut prédire également avec certitude que la classe des jeunes entre 15 et 25 ans sera localisée en priorité en milieu urbain pour y rechercher l'enseignement, un emploi ou tout simplement l'espérance d'une vie meilleure.

Kinshasa comptera 6 millions d'habitants dans dix ans et dépassera la population de la Belgique en l'an 2010. C'est dans la capitale et dans les grandes villes dotées d'établissements d'enseignement supérieur que se concentrent dès maintenant les jeunes à la recherche de l'enseignement.

Trois questions se posent : Quelle est la demande d'enseignement supérieur ? Son volume prévisible ? Les motivations des candidats ? ; De quel enseignement s'agit-il ? Son niveau ? Son fonctionnement ? ; Quel est l'avenir des diplômés ?

La demande d'enseignement supérieur

En 1958, l'Université Lovanium, créée en 1954, comptait 177 étudiants africains et diplômait les sept premiers universitaires africains formés au Congo. En 1988, trente ans plus tard, environ 50 000 étudiants sont inscrits dans une quarantaine d'établissements d'enseignement supérieur, dont trois universités. L'ancienne Université Lovanium, devenue l'Université de Kinshasa, enseigne à elle seule à plus de 8 000 étudiants. Le Zaïre qui avait moins de dix diplômés universitaires en 1958 en compte aujourd'hui plus de 60 000. Ces chiffres n'ont plus aucun rapport ni avec les possi-

(1) J. Suret-Canale, « L'Afrique en perte », *La Pensée* (274), mars-avril 1990, p. 112.

bilités réelles d'accueil des établissements, ni avec les possibilités d'emplois exigeant un diplôme supérieur. Rien, cependant, ne permet de croire que le mouvement de croissance des effectifs pourra se ralentir ou se stabiliser. Depuis 1986, plus de 100 000 élèves sortent chaque année des écoles secondaires. N'ayant pas une formation professionnelle suffisante pour exercer un emploi qualifié, leur seul débouché valable est l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, la pléthore des diplômés à chaque niveau de l'enseignement entraîne la dévalorisation des échelons inférieurs. L'étudiant qui a obtenu son diplôme d'études secondaires sait qu'il s'agit seulement d'un laissez-passer vers des études supérieures. Ni l'étudiant, ni sa famille, ni la société ne pourraient accepter un blocage après les études secondaires et que le laissez-passer si durement acquis ne soit qu'un chiffon de papier.

On pouvait espérer il y a quelques années encore régulariser le flux des élèves du secondaire, en orienter une partie vers des formations terminales, améliorer la sélection des autres par des techniques d'évaluation objectives. Cela aurait supposé une volonté politique de réforme des programmes, un corps d'enseignants compétents et motivés et surtout une organisation de l'enseignement respectant des critères minima de qualité et de sélection. La réalité est tout autre. Le pouvoir a abandonné depuis 1980 toute velléité de réformes réelles ; la bourgeoisie nationale envoie dès que c'est possible ses enfants étudier à l'étranger ; les enseignants, contraints d'exercer plusieurs activités pour compléter un salaire de famine, négligent l'enseignement. Le système des prébendes et du chantage à la réussite, la corruption de toutes les procédures de sélection et d'évaluation des connaissances sont la règle. Dès lors, rien ne peut plus endiguer le flot des élèves du secondaire vers les portes de l'enseignement supérieur.

Les mauvaises conditions de travail et de vie prévalant dans l'enseignement supérieur, le grand nombre d'échecs, le chômage des diplômés auraient dû freiner l'engouement pour les études supérieures. Cela ne s'est pas produit parce que le diplôme universitaire demeure encore le principal espoir de promotion ou simplement de survie sociale. Plus la société s'appauvrit et plus les contraintes de la survie se resserrent, plus le diplôme apparaît comme la seule échappatoire ou le point de passage obligé de la réussite. Le caractère aléatoire de celle-ci est oublié au profit des quelques exemples de diplômés qui ont su émerger. Ces exemples sont d'autant plus convaincants qu'ils n'apparaissent pas comme le fait d'une appartenance de classe ou d'un mérite exceptionnel, mais relèvent d'une mystérieuse alchimie politique faite de népotisme, de solidarités tribales ou régionales, de corruption ou de hasards. Malgré la rareté des débouchés, aucun étudiant universitaire ne se sent a priori exclu des chances de la réussite ou des privilèges du pou-

voir et de la richesse. On peut comparer le mirage des études supérieures à celui des migrations vers les villes. C'est dans les situations de plus grande misère que l'attraction vers la ville est la plus forte. Le paysan qui fuit le malheur absolu du monde rural le retrouvera en ville, mais l'espérance, aussi faible soit-elle, de pouvoir l'éviter suffit à lui faire tout abandonner et prendre tous les risques. Dans ces conditions, l'expansion universitaire pas plus que la concentration urbaine ne sont des indications d'une société en développement ; au contraire, elles sont le signe le plus sûr de son appauvrissement.

L'université zaïroise en question

Nous avons vu que l'enseignement supérieur au Zaïre souffrait des mêmes maux que la plupart des universités africaines : surpopulation des locaux, sous-équipement et sous-encadrement, démobilitation du corps enseignant payé à un salaire de misère, conditions de vie des étudiants à la limite de la famine et de la misère. Nous avons enseigné dans les universités zaïroises à 1 200 étudiants dans des salles prévues pour 200 ; pour arriver jusqu'à la table du professeur, il fallait que deux assistants ouvrent le passage ; trente minutes après le début du cours, la moitié des étudiants somnolaient, terrassés par la chaleur, la fatigue et la faim. Il n'y avait ni écriture pour eux, ni tableau pour l'enseignant ; les cours polycopiés n'existaient pas faute de papier duplicateur ou étaient d'une qualité extrêmement médiocre. Leur principal intérêt était de procurer quelques revenus accessoires aux enseignants. Les professeurs ne donnaient qu'une petite partie de leurs cours, parfois seulement la leçon inaugurale, puis laissaient la plus grande part des charges d'enseignement aux assistants. Il était exceptionnel qu'une matière fût totalement enseignée. La correction des travaux pratiques et des interrogations, étant donné le grand nombre de copies, ne pouvait se faire que d'une manière extrêmement simplifiée et ne donnait lieu à aucun échange entre enseignant et étudiant.

Cependant, ce ne sont pas ces impasses et ces difficultés matérielles qui constituent le principal handicap de l'enseignement supérieur au Zaïre ; c'est la corruption de toutes les procédures, de toutes les activités, de toutes les règles. Depuis l'admission de l'étudiant à l'université jusqu'au diplôme final, toutes les étapes de sa vie sont jalonnées de prébendes, de fraudes et de tricheries organisées, de ponctions monétaires de la part de ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir ou le monopole d'un service. A la limite, il n'y a plus d'activité enseignante, plus de diffusion et de contrôle des

connaissances, mais un marché où s'échangent des points, des passe-droits, des promotions contre des espèces sonnantes et trébuchantes. Mais c'est un marché non concurrentiel ; seules des positions de monopole et de pouvoir, celles de l'enseignant, celles du fonctionnaire préposé aux admissions, celles des autorités académiques, donnent lieu à des prébendes. Sur ce point, le fonctionnement de l'université ne diffère pas de celui de la société globale. La corruption, les abus de pouvoir, les combines sont les rouages d'un système général qui contraint chacune de ses composantes à jouer le jeu sous peine d'être éjectée. L'enseignant est obligé pour nourrir sa famille de compenser l'insuffisance de son traitement en rançonnant les étudiants dès que ceux-ci sont soumis à son contrôle ; les étudiants sont obligés de passer par les conditions des professeurs et de payer pour leur réussite ; ils le font d'autant plus facilement qu'ils n'ont plus les moyens pédagogiques pour apprendre et répondre normalement aux exigences de la sélection académique. Seule la solidarité tribale atténue parfois les rigueurs du rançonnement. Les autorités académiques, qui sont censées faire régner l'ordre et le droit, ne peuvent échapper au système. Elles aussi ont besoin de compléter l'insuffisance de leur salaire par des revenus annexes. A l'égard du pouvoir politique qui les contrôle, elles doivent faire preuve de docilité en obéissant aux injonctions des autorités lorsque celles-ci interviennent pour protéger tel ou tel étudiant. Le pouvoir politique ne leur demande d'ailleurs pas de veiller à la qualité de l'enseignement et des diplômes, mais de promouvoir le maximum d'étudiants et d'éviter le plus possible les contestations.

Au bout du compte, les intérêts des trois partenaires du système académique — les enseignants, les étudiants et les autorités académiques — convergent pour produire le maximum de diplômés avec le minimum de moyens. Aucun des trois n'a intérêt à dénoncer l'imposture d'un système qui ne produit plus que de la fiction. Mais comme celle-ci correspond à un diplôme et que le diplôme conserve encore une valeur symbolique, rien ne peut arrêter l'émission de diplômes-assignats.

A quand la rupture ?

Trois mouvements convergent vers le même point : un mouvement démographique qui renforce la classe d'âge de 10 à 25 ans, une augmentation rapide de la population urbaine par immigration et croissance naturelle, une demande sociale vers les établissements d'enseignement supérieur. Ces trois mouvements sont cumulatifs parce que les jeunes de 15 à 25 ans forment la grande masse des émigrants vers les grandes villes et ce qu'ils y cherchent, c'est

d'abord un enseignement supérieur. Ces trois mouvements sont à court terme irrépressibles. Les jeunes qui auront entre 10 et 25 ans en l'an 2000 sont déjà nés ; une grande partie d'entre eux sont en ville et nous avons vu que tout tend à accélérer cette migration. En ville, à défaut d'un emploi rémunérateur, ils attendent de l'enseignement supérieur un diplôme qui apparaît encore comme le sésame de la réussite.

Toute inflation cependant a ses limites. La pression des demandes insatisfaites à la porte des établissements d'enseignement supérieur, l'entassement des étudiants dans les salles de cours et la détérioration continue de leurs conditions de vie et d'étude, la raréfaction des chances de trouver un emploi après leurs études, ébranleront peu à peu les espérances des jeunes investies dans l'enseignement. A l'insatisfaction permanente des exclus s'ajoutent les griefs des étudiants qui subissent des privations et des vexations dans tous les domaines de la vie quotidienne (logement, transport, restauration, santé, etc.) et les déceptions des diplômés-chômeurs. Lorsque tous ou un grand nombre d'entre eux auront pris conscience que leur diplôme-assignat n'était qu'une leurre et leurs études une voie de garage pour chômeurs potentiels, il est inévitable qu'ils se révolteront avec la même ardeur qu'ils ont mise à entreprendre leurs études.

Dès lors, il ne faut pas être prophète pour prédire que le point de rupture des régimes africains se situe dans les capitales et les grandes villes universitaires, aux portes ou à l'intérieur des établissements supérieurs, et que les acteurs en seront la classe d'âge de 15 à 25 ans. Cependant, il n'y a pas d'exemple dans l'histoire qu'une classe d'âge, quelles que soient les contradictions qu'elle subit et son dynamisme révolutionnaire, puisse seule mener à bien une action révolutionnaire. L'impact des révoltes étudiantes, leurs possibilités d'influer sur le cours de l'histoire, dépendront de leur capacité à mobiliser, à l'occasion de leur action, d'autres partenaires sociaux ayant une vision plus globale des changements nécessaires.

Benoît Verhaegen

Centre d'étude et de documentation africaines (Bruxelles).